

La question du veto sert de toile de fond à ce débat. Certains font valoir que les nouveaux membres permanents devraient jouir des mêmes privilèges et partager les mêmes responsabilités que les membres permanents actuels. Un certain nombre de pays seraient disposés à accorder le droit de veto, mais à la condition qu'il soit circonscrit alors que d'autres pays s'opposent carrément à l'octroi de ce droit.

Il s'agit de divergences importantes. En ce qui a trait au veto, par exemple, nous nous réjouissons de constater qu'il a été peu utilisé ces derniers temps. Voilà une évolution positive, et nous espérons qu'il continuera d'en être ainsi. Mais est-il réaliste de penser que les membres permanents actuels seront disposés à abandonner bientôt leur droit de veto?

Bref, la réforme du Conseil de sécurité est une tâche à la fois redoutable et nécessaire. Nous ne pouvons lâcher prise, même s'il faut du temps pour réaliser des changements utiles et durables. Après tout, l'humanité a besoin d'utiliser à meilleur escient les capacités de pays qui, au fil des ans, ont fait preuve de leadership et ont contribué, par leurs idées et leurs ressources, à maintenir la paix et la sécurité internationales.

Permettez-moi, en guise de conclusion, de remercier tous les organisateurs de cette Conférence ainsi que tous les participants. Votre travail et votre présence en si grand nombre démontre une fois de plus, si c'était encore à prouver, qu'il y a une grande réserve de volonté, d'énergie et d'intérêt au Canada et ailleurs pour les Nations Unies. Alors que nous nous préparons à célébrer l'année prochaine les cinquante ans des Nations Unies, nous devons puiser dans cette réserve pour mener à bien les réformes qui s'imposent.

La communauté internationale a besoin, plus que jamais, d'une institution internationale forte, crédible et dotée des moyens adéquats qui lui permettront de relever les défis qui attendent l'humanité à la veille du XXI<sup>e</sup> siècle.

Je vous encourage à continuer votre travail de réflexion. Sachez que le gouvernement du Canada, le premier ministre et moi-même, avons la ferme intention de continuer sur notre lancée. L'Organisation des Nations Unies a été, depuis sa création, la pierre angulaire de notre politique étrangère. La réforme de cette institution continuera à être un objectif prioritaire de notre action.

Merci de votre attention et de votre invitation.